

à M. François Baroin
Ministre du Budget, des Comptes publics,
de la Fonction publique et de la Réforme de l'État

Paris, le 13 décembre 2010

Lettre ouverte

Monsieur le Ministre,

Lors de notre entrevue du 25 juin dernier, comme lors de l'audience accordée aux manifestants à La Rochelle le 11 juin, nous vous avons fait prendre conscience de la situation de notre administration et de ses personnels.

Le sentiment qui prédomine aujourd'hui parmi les douaniers est que la Douane est condamnée à s'étioler petit à petit au fil de suppressions d'emplois dogmatiques jusqu'à ce que son incapacité à remplir son rôle social -ce qui est grave pour une administration régaliennne- vienne remettre en cause son existence même. Pour les personnels, l'incertitude est constante puisque la réforme permanente peut les obliger demain à subir un déménagement et à quitter les fonctions qu'ils maîtrisent. Leur travail perd de son sens et de son intérêt. D'autant qu'on voudrait les faire courir derrière des objectifs qui prouvent que leur métier est vu par le petit bout de la lorgnette par nos dirigeants.

De plus, les nouvelles méthodes de « management » et de gestion du personnel instaurent une gestion de plus en plus inhumaine des « ressources humaines ». Les agents en perdent le peu de confiance et de crédibilité qu'ils accordaient encore à leur direction.

Dans ce contexte particulièrement difficile, le prétendu « dialogue social » est dans une impasse car il ne permet aucune évolution sur les causes de cette situation : suppressions d'effectifs, abandon de missions, fermetures de services, méthodes de travail.

Il nous a semblé nécessaire de revenir à nouveau sur ce constat pour dire à quel point les suites de notre rencontre de juin dernier ont été décevantes. Aucune des discussions que vous aviez évoquées n'ont eu lieu -ne parlons même pas de négociations !

En période de disette budgétaire, votre engagement pour la mise en route d'un chantier ambitieux lié à la formation initiale des douaniers est un signal fort. Celui que vous voyez un avenir à notre administration. Cependant, cet avenir reste des plus flous et nécessite une définition claire.

Ce sont avant tout les missions de notre administration et leur exercice qu'il faut remettre à plat en se débarrassant du prisme de la pseudo « performance ». Il doit en découler un schéma d'organisation et un niveau d'emploi qui permettent de remplir ces missions. Les suppressions d'emplois aveugles que nous connaissons depuis trop longtemps ne peuvent plus durer. C'est la raison pour laquelle nos organisations syndicales refusent de répondre à la convocation du Comité technique paritaire central de la DGDDI du 13 décembre.

Nous demandons donc à nouveau, comme nous l'avons fait les 11 et 25 juin derniers l'ouverture d'un véritable cycle de discussion dont les thèmes, la méthode et le calendrier doivent être clairement définis.

Veuillez recevoir, Monsieur le Ministre, l'expression de nos sincères salutations.

Pour la CFDT Douanes

Le secrétaire général,

Roger Marteau

Pour le SNAD CGT

Le secrétaire général,

Bertrand Vuaroqueaux

Pour Solidaires Douanes

Les co-secrétaires généraux,

Philippe Bock
Élie Lambert